



**l'Assurance
Maladie**

Agir ensemble, protéger chacun

Haute-Corse

Cahier des clauses administratives particulières (CCAP)

Accord-cadre de services

Appel d'offres ouvert

















Emission de titres de transport et réalisation de prestations associées pour les assurés et les éventuels accompagnants pris en charge par la CPAM de Haute Corse, dans le cadre du service Trajet Santé de l'Assurance Maladie (TSAM)

Sommaire

Article 1.	Identification de l'acheteur	5
Article 2.	Objet et caractéristiques du marché.....	5
2.1.	Forme du marché	5
2.2.	Allotissement	5
2.3.	Durée et délai d'exécution	5
2.4.	Pièces contractuelles	5
Article 3.	Description des prestations.....	6
Article 4.	Clause de réexamen relative à l'organisation des prestations	6
4.1.	Objet de la clause de réexamen	6
4.2.	Déclenchement de la révision	6
4.3.	Modalités de mise en œuvre.....	6
4.4.	Effet des modifications	6
4.5.	Limite de la clause	6
Article 5.	Clause environnementale	7
5.1.	Engagements environnementaux du titulaire.....	7
5.2.	Reporting environnemental	7
Article 6.	Conditions financières.....	8
6.1.	Modalités de règlement	8
6.1.1.	Présentation des demandes de paiement	8
6.1.2.	Mode et délais de paiement	8
6.2.	Contenu des prix.....	9
6.3.	Montant de l'accord-cadre	9
6.4.	Forme des prix	10
6.5.	Avance	10
6.6.	Acomptes.....	10
6.7.	Retenue de garantie	10
Article 7.	Pénalités.....	11
7.1.	Pénalités de retard	11
7.2.	Pénalités de non-exécution ou de mauvaise exécution des prestations	11
7.3.	Pénalités pour travail dissimulé.....	11
Article 8.	Garantie	12
Article 9.	Protection des données personnelles	12
9.1.	Obligations du titulaire	13
9.1.1.	Sous-traitance	13
9.1.2.	Droit d'information des personnes concernées	14
9.1.3.	Exercice des droits des personnes	14

9.1.4.	Notification des violations de données à caractère personnel.....	14
9.1.5.	Aide du titulaire dans le cadre du respect par l'acheteur de ses obligations	15
9.1.6.	Mesures de sécurité	15
9.1.7.	Sort des données.....	15
9.1.8.	Délégué à la protection des données	15
9.1.9.	Registre des catégories d'activités de traitement	15
9.1.10.	Documentation	16
9.2.	Obligations de l'acheteur	16
9.3.	Résiliation pour faute	16
Article 10.	Assurance	16
Article 11.	Production des attestations fiscales et sociales	17
Article 12.	Résiliation.....	17
Article 13.	Différends.....	17
Article 14.	Dérogations	18

En synthèse :

			Page
	Objet	Fourniture de titres de transport et réalisation de prestations associées pour les assurés et les éventuels accompagnants pris en charge par la CPAM de Haute Corse, dans le cadre du service Trajet Santé de l'Assurance Maladie (TSAM)	5
	Montant maximum / 12 mois	300 000 € HT	9
	Forme du prix	Révisable	10 Erreur ! Source du renvoi introuvable.
	Durée	24 mois reconductible deux fois 12 mois	5
	Forme	Accord-cadre à bons de commande	5
	Allotissement	Lot unique	5
	Tranches	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	
	Phases	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	
	Variante	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	
	Prestations supplémentaires éventuelles	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	
	Plan de progrès	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	
	Clause de réexamen	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	6
	Propriété intellectuelle	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	
	Données personnelles	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	12
	Clause sociale	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	
	Clause environnementale	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	7

Article 1. Identification de l'acheteur



Pouvoir adjudicateur

**Caisse primaire d'Assurance maladie
de la Haute Corse**

CPAM HD
TSA 99 998
20406 BASTIA Cedex 9

Autorité compétente :	Monsieur Nicolas ADJEMIAN, Directeur
Comptable assignataire :	Monsieur Lionel SORBA, Directeur Comptable et Financier
Type d'activité :	Organisme de Sécurité sociale

Article 2. Objet et caractéristiques du marché

Le présent marché a pour objet l'émission de titres de transport et la réalisation de prestations associées pour les assurés et les éventuels accompagnants pris en charge par la CPAM de Haute Corse, dans le cadre du service Trajet Santé de l'Assurance Maladie (TSAM).

2.1. Forme du marché

Accord-cadre mono-attributaire définissant toutes les stipulations contractuelles et exécuté par l'émission de bons de commande.

2.2. Allotissement

Le présent marché n'est pas alloti.

2.3. Durée et délai d'exécution

Durée initiale	Reconduction	Durée totale maximale
24 mois	Reconductible 2 fois pour une période de 12 mois	48 mois

Point de départ de la durée : ☒ Notification ☐ Ordre de service de commencement

La reconduction de l'accord-cadre est tacite, et le titulaire ne peut s'y opposer.

La CPAM peut décider de ne pas reconduire l'accord-cadre et, dans ce cas, en informe le titulaire dans un délai minimum de deux mois avant la fin de la période en cours, par courrier dématérialisé avec accusé de réception.

2.4. Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1. du CCAG-FCS, le marché est constitué des pièces énumérées ci-dessous, par ordre décroissant de priorité :

- L'acte d'engagement (**AE**) et ses annexes éventuelles (**DC4...**) ;
- Le bordereau des prix unitaires (**BPU**) ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (**CCAP**) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (**CCTP**) ;

- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services (**CCAG-FCS**), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- La proposition technique du titulaire (**MT**).

Article 3. Description des prestations

Les prestations sont définies dans le cahier des clauses techniques particulières (**CCTP**) du présent marché.

Article 4. Clause de réexamen relative à l'organisation des prestations

Dans un souci d'optimisation et d'adaptation des prestations au regard des besoins de l'acheteur, une clause de réexamen est prévue pour permettre une révision concertée de l'organisation mise en œuvre pour l'exécution du présent marché.

4.1. Objet de la clause de réexamen

Cette clause vise à adapter les modalités organisationnelles des prestations du marché en fonction des retours d'expérience, des évolutions techniques, ou des besoins exprimés par l'acheteur, sans remettre en cause l'objet principal ni les conditions économiques du marché.

4.2. Déclenchement de la révision

La révision de l'organisation des prestations peut être engagée dans les cas suivants :

- Lors de la survenance de difficultés constatées dans l'exécution des prestations, signalées par l'une ou l'autre des parties ;
- À la demande de l'acheteur, en vue de l'amélioration du service rendu aux bénéficiaires ;
- En cas de modification réglementaire ou technique impactant l'organisation prévue dans le marché.

4.3. Modalités de mise en œuvre

La révision est engagée à l'initiative de l'une ou l'autre des parties par notification écrite adressée à l'autre partie.

Une réunion de concertation est organisée dans un délai de 15 jours ouvrés suivant la notification, réunissant les représentants de l'acheteur et du titulaire.

Les parties s'efforcent d'aboutir à une solution concertée, formalisée par un avenant au marché.

4.4. Effet des modifications

Toute modification validée dans le cadre de la présente clause s'applique à compter de la notification de l'avenant au titulaire.

4.5. Limite de la clause

La clause de réexamen ne peut être utilisée pour introduire des modifications substantielles au marché, au sens des articles L. 2194-1 et suivants du Code de la commande publique, sauf si un nouveau marché est conclu conformément à la réglementation applicable.

Article 5. Clause environnementale

Dans le cadre de l'exécution des prestations, le titulaire s'engage à respecter les principes du développement durable, conformément aux articles L. 2111-1 et R. 2111-10 du Code de la commande publique, et à adopter des pratiques favorisant la préservation de l'environnement.

5.1. Engagements environnementaux du titulaire

Le titulaire s'engage notamment à :

- Prioriser, dans la mesure du possible, les modes de transport les moins émetteurs de gaz à effet de serre, et informer systématiquement l'acheteur et les assurés des alternatives à faible impact carbone pour leurs trajets.
- Préférer la communication électronique et les procédures dématérialisées (billets électroniques, rapports transmis en format numérique), tout en adoptant une démarche numérique responsable :
 - Réduire la taille des fichiers transmis
 - Éviter les envois multiples
 - Archiver les données uniquement lorsque nécessaire
 - Favoriser les plateformes et logiciels optimisés pour une consommation énergétique réduite
 - Prioriser les services hébergés sur des data centers ayant une politique de neutralité carbone ou alimentés par des énergies renouvelables
 - Utiliser des équipements certifiés pour leur faible impact écologique
 - Limiter l'utilisation des pièces jointes volumineuses et favoriser des liens vers des fichiers stockés sur des plateformes sécurisées
- Limiter l'impression de documents papier et utiliser du papier recyclé ou certifié (FSC, PEFC) lorsque l'impression est nécessaire.
- Favoriser les partenaires et fournisseurs respectant des normes environnementales reconnues, notamment dans le cadre des négociations tarifaires (par exemple, compagnies ayant une politique de réduction des émissions de CO₂).

5.2. Reporting environnemental

Le titulaire s'engage à transmettre à l'acheteur, dans le cadre des relevés statistiques prévus au marché, un tableau de suivi environnemental comprenant :

- Les émissions de CO₂ estimées par trajet, différenciées par mode de transport (train, avion, bateau) ;
- Les initiatives mises en place pour réduire les impacts environnementaux liés aux prestations ;
- Une section spécifique sur l'impact numérique :
 - Le volume des données échangées dans le cadre du marché (estimé en Go ou To) ;
 - Les mesures spécifiques prises pour réduire l'impact numérique (réduction des envois, etc.).

Article 6. Conditions financières

6.1. Modalités de règlement

6.1.1. Présentation des demandes de paiement

Le titulaire présente ses demandes de paiement par voie dématérialisée, via un portail collaboratif de facturation qu'il met en oeuvre.

Les factures comprennent obligatoirement :

1. La date d'émission de la facture ;
2. La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture (SIRET + service émetteur) ;
3. Le numéro unique :
 - a. du bon de commande, s'il s'agit d'un accord-cadre exécuté par bons de commande ;
 - b. la référence Engagement transmise par l'acheteur (suite de chiffres précédée de la lettre E) ;
 - c. le code « service » transmis par l'acheteur. Le code service correspond à un des services de l'acheteur. Ce numéro figure sur le bon de commande ou l'ordre de service adressé au titulaire ;
4. La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
5. La date d'exécution ou de livraison des prestations ;
6. La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
7. Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
8. Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
9. L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
10. Le cas échéant, les modalités de règlement ;
11. Le cas échéant, les renseignements à fournir aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R.123-221 du Code du commerce.

Les demandes de paiement sont libellées et adressées selon les modalités des articles L.2192-1 à 3 du Code de la commande publique.

6.1.2. Mode et délais de paiement

Les paiements sont effectués par virement bancaire après mandat administratif, dans un délai de 30 jours à compter de la plus tardive des deux dates suivantes :

- la certification du service fait ;
- la réception de la demande de paiement.

Le défaut de paiement dans le délai précédemment indiqué fait courir de plein droit des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire du marché ou de son sous-traitant payé directement. Ces intérêts courent à compter du jour suivant l'expiration du délai global de paiement jusqu'à la date, incluse, de mise en paiement du principal. Ils sont calculés sur le montant total de l'acompte ou du solde toutes taxes comprises, diminué le cas échéant de la retenue de garantie.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points de pourcentage.

L'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement s'élève à 40 euros.

La CPAM se libère des sommes dues au titre du présent accord-cadre en faisant porter le montant au crédit du ou des comptes désignés dans l'acte d'engagement.

6.2. [Contenu des prix](#)

Conformément aux dispositions de l'article 10.1.3. du CCAG-FCS, les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

6.3. [Montant de l'accord-cadre](#)

Type de prix : unitaires.

→ Les prix sont définis dans le bordereau des prix unitaires (BPU).

Les montants de l'accord-cadre sont les suivants :

Montant minimum € HT / 12 mois	Néant
Montant maximum € HT / 12 mois	300 000,00 €

Les prestations font l'objet de bons de commande, et sont réglées sous forme de paiements partiels définitifs.

Si le titulaire ne peut réaliser l'intégralité des missions prévues par un bon de commande du fait de l'acheteur ou d'un élément extérieur au titulaire, la ou les missions ayant fait l'objet d'une exécution totale pourront donner lieu au versement d'**acomptes**. Le montant de l'acompte correspondra au montant des missions réalisées.

Les paiements partiels définitifs intervenus en cours d'exécution ne peuvent faire l'objet de contestation au moment du solde.

6.4. [Forme des prix](#)

Les prix fixés à l'acte d'engagement sont réputés établis hors T.V.A., sur la base des conditions économiques du mois précédant la remise des offres (M_o), soit février 2026.

Ces prix sont valables pour la première année du marché. Ils sont révisables à l'échéance annuelle du marché, par application de la formule paramétrique ci-après :

$$P_n = P_o [0,15 + 0,85 (I_n / I_o)]$$

dans laquelle :

P _n =	Prix révisé
P _o =	Prix initial
I _n =	Valeur de l'indice au mois n ; le mois n est le mois de facturation
I _o =	Valeur de l'indice au mois M _o

L'indice de référence, publié sur le site de l'INSEE, est le suivant : Indices des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – CPF 79.1 – Services des agences de voyage et des voyagistes Prix de marché – Base 2021 – Données trimestrielles brutes – Identifiant 010766848;

Le coefficient de révision, comportant trois décimales, est arrondi au millième supérieur.

6.5. [Avance](#)

Les règles applicables à l'avance sont fixées en application de l'option B de l'article 11.1. du CCAG-FCS et sont définies ci-après.

Une avance d'un montant égal à 5 % (30 % si le titulaire est une TPE/PME) du montant TTC du bon de commande est versée au titulaire dans les conditions prévues en application des dispositions des articles R2191-3 à R2191-10 du Code de la commande publique, uniquement pour les bons de commande dont le montant est supérieur à 50 000 € HT et dont le délai d'exécution est supérieur à 2 mois.

Le versement de l'avance est conditionnée à la constitution, par le titulaire, d'une garantie à première demande à hauteur de 100 % du montant de l'avance. Cette garantie ne peut être remplacée par une caution personnelle et solidaire.

L'avance est remboursée en une seule fois lorsque le montant des prestations exécutées au titre du bon de commande atteint 65 % du montant TTC dudit bon de commande.

6.6. [Acomptes](#)

Conformément aux dispositions des articles R.2191-20 à R.2191-22 du Code de la Commande publique, il est prévu la possibilité de versement d'acomptes mensuels sur chaque bon de commande le permettant.

6.7. [Retenue de garantie](#)

Sans objet.

Article 7. Pénalités

7.1. Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14.1. du CCAG-FCS, les pénalités s'appliquent intégralement, sans seuil d'exonération et sans montant maximal.

Retard dans la transmission des livrables (relevé statistique, reportings, bilan qualitatif des actions de communication et de promotion du on-line, compte rendu de COPIL, tableau de recensement des économies réalisées, reporting environnemental, tout autre livrable demandé	150 euros par jour de retard et par livrable
--	---

7.2. Pénalités de non-exécution ou de mauvaise exécution des prestations

Défaillance dans la prise en charge des réservations on-line et off-line	1 500 euros par défaillance constatée Majoration de 300 euros par jour de retard au terme de l'échéance fixée par la CPAM pour remédier à la défaillance
Défaillance dans l'exécution des prestations de services annexes (ligne téléphonique, agence locale, assistance voyageur, situation de handicap)	1 000 euros par défaillance constatée Majoration de 200 euros par jour de retard au terme de l'échéance fixée par la CPAM pour remédier à la défaillance
Défaillance dans le devoir d'information et conseil aux voyageurs	500 euros par défaillance constatée Majoration de 50 euros par jour de retard au terme de l'échéance fixée par la CPAM pour remédier à la défaillance
Non-respect des obligations de protection des données personnelles	2% du montant maximum annuel par défaillance constatée Majoration de 500 euros par jour de retard au terme de l'échéance fixée par la CPAM pour remédier à la défaillance

7.3. Pénalités pour travail dissimulé

Conformément à l'article L.8222-5 du Code du travail, un agent de contrôle mentionné à l'article L.8271-7 peut informer par écrit l'acheteur d'une situation irrégulière du titulaire ou de l'un de ses sous-traitants au regard des formalités mentionnées aux articles L 8221-3 à L 8221-5 du même code.

En ce cas, au titre de l'article L.8222-6, une pénalité forfaitaire journalière de 100 euros sera appliquée au titulaire, après mise en demeure d'un délai de 15 jours restée sans effet.

La pénalité est applicable sans seuil d'exonération, jusqu'à présentation de la preuve que le titulaire a mis fin à la situation délictuelle.

Les pénalités ainsi calculées sont plafonnées dans la limite des amendes encourues en application des articles L.8224-1, L.8224-2 et L.8224-5 et de 10 % du montant maximum annuel du marché.

En cas de parution au journal officiel d'un décret pris en l'application de l'article L.8222-6 du Code du travail pendant l'exécution du marché, le délai imposé par décret se substitue de droit au délai cité au paragraphe précédent, sans nécessité de conclure un avenant au présent marché.

Article 8. Garantie

Le titulaire garantit la conformité et le bon fonctionnement des prestations fournies pendant toute la durée d'exécution du marché, à compter de la date de notification.

A ce titre, le titulaire s'engage à :

- Remédier, à ses frais exclusifs, à tout défaut ou dysfonctionnement des prestations constaté par l'acheteur (par simple mail et/ou par courrier recommandé avec accusé de réception).
- Assurer la correction des prestations défectueuses dans le délai fixé par l'acheteur.

En cas de non-respect des obligations de garantie, l'acheteur se réserve le droit d'appliquer des pénalités afférentes précisées à l'Article 7 du présent document, sans préjudice des dommages et intérêts pouvant être réclamés.

Article 9. Protection des données personnelles

Conformément aux dispositions de l'article 5.2. du CCAG-FCS, dans le cadre de leurs relations contractuelles, l'acheteur et le titulaire sont tenus de respecter la réglementation en vigueur relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) n°2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après le « **RGPD** ») et à la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés. A ce titre, toute transmission de données à des tiers, y compris au bénéfice d'entités établies hors de l'Union européenne, qui ne serait pas strictement conforme à la réglementation en vigueur est formellement prohibée.

Finalité du traitement	Délivrer des titres de transport et prestations associés aux assurés de la CPAM Haute Corse dans le cadre d'une prescription médicale.
Description du traitement	<ul style="list-style-type: none">- Collecte- Enregistrement- Organisation/Structuration- Conservation- Adaptation ou modification- Extraction- Consultation- Utilisation- Communication (diffusion d'information)- Rapprochement- Interconnexion- Limitation- Effacement- Destruction
Durée du traitement	Durée du marché

Catégories de données	Données de localisation
	Information d'ordre économique et financier
	Suivi social
	Données d'identification
	Documents officiels
	Vie personnelle
	Données de navigation (internet)
	Données de connexion
Catégories de personnes	Données de santé
	Usagers (assurés)

9.1. Obligations du titulaire

Le titulaire s'engage à :

- Traiter les données pour la seule finalité désignée ci-dessus.
- Traiter les données conformément aux instructions documentées de l'acheteur.
Si le titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données, il en informe immédiatement l'acheteur.
En outre, si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, il doit en informer l'acheteur avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public.
- Garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent marché.
- Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent marché :
 - s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité,
 - reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.
- Prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.
- Adresser à l'acheteur, à chacune des dates anniversaires du marché, la liste exhaustive des modifications pouvant concerner l'un ou les items suivants :
 - les données à caractère personnel traitées,
 - les catégories de personnes concernées.

9.1.1. **Sous-traitance**

Le titulaire peut faire appel à un sous-traitant ultérieur pour mener des activités de traitement spécifiques. Dans ce cas, il informe préalablement et par écrit l'acheteur de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants (formulaire DC4).

Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant et les dates du contrat de sous-traitance. L'acheteur dispose d'un délai de 21 jours à compter de la date de réception de cette information pour présenter ses objections. Cette sous-traitance ne peut être effectuée que si l'acheteur n'a pas émis d'objection pendant ce délai.

Le sous-traitant est tenu de respecter les obligations du présent marché pour le compte et selon les instructions de l'acheteur. Il appartient au titulaire de s'assurer que le sous-traitant présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière que le traitement réponde aux exigences du règlement européen sur la protection des données. Si le sous-traitant ne remplit pas ses obligations en matière de protection des données, le titulaire demeure pleinement responsable devant l'acheteur de l'exécution par le sous-traitant de ses obligations.

9.1.2. Droit d'information des personnes concernées

Au moment de la collecte, le titulaire fournit aux personnes concernées par les opérations de traitement l'information relative aux traitements de données qu'il réalise **selon une formulation et un format convenus avec l'acheteur avant la collecte.**

9.1.3. Exercice des droits des personnes

Le titulaire doit aider l'acheteur à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Le titulaire doit répondre, au nom et pour le compte de l'acheteur et dans les délais prévus par le règlement européen sur la protection des données, aux demandes des personnes concernées en cas d'exercice de leurs droits.

9.1.4. Notification des violations de données à caractère personnel

Le titulaire notifie à l'acheteur toute violation de données à caractère personnel ou tout risque de violation de données à caractère personnel sans retard et dans un délai maximum de 72 heures après en avoir pris connaissance et par tous moyens écrits, y compris les correspondances électroniques.

Cette notification est accompagnée de toute documentation utile pour permettre, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente (la CNIL).

La notification contient au moins :

- La description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- Le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- La description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- La description des mesures prises ou que l'acheteur propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

Après accord écrit de l'acheteur, le titulaire peut être amené à communiquer la violation de données à caractère personnel à la personne concernée dans les meilleurs délais, lorsque cette violation est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés d'une personne physique.

La communication à la personne concernée décrit, en des termes clairs et simples, la nature de la violation de données à caractère personnel et contient les mêmes éléments que la notification décrite ci-dessus.

En tout état de cause, en cas de violation ou de risque de violation de données à caractère personnel, le titulaire s'engage à collaborer avec l'acheteur, à procéder aux investigations permettant, au fur et à mesure de leur réalisation, à l'acheteur de disposer de toute information utile sur l'incident.

Le titulaire s'engage en outre à mettre immédiatement en place, à ses frais, les mesures correctrices pour empêcher qu'une telle faille puisse perdurer et/ou se reproduire et réparer les conséquences dommageables.

9.1.5. Aide du titulaire dans le cadre du respect par l'acheteur de ses obligations

Le cas échéant, le titulaire aide l'acheteur pour la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données.

Par ailleurs, le titulaire aide l'acheteur pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

9.1.6. Mesures de sécurité

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité suivantes adaptées aux risques, y compris, entre autres :

- les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement ;
- la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
- un code de conduite, une certification.

9.1.7. Sort des données

Au terme de la prestation de service relative au traitement des données, le titulaire s'engage à convenir avec l'acheteur du sort de restitution et du format.

Au choix des parties :

- détruire avec l'autorisation du service d'archive compétent toutes les données à caractère personnel, certificat de destruction à l'appui ;
- à renvoyer toutes les données à caractère personnel devant être conservées plus longtemps à l'acheteur, ou au sous-traitant désigné par lui, dans un format préalablement validé avant la fin du marché. Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du titulaire, certificat de destruction à l'appui.

9.1.8. Délégué à la protection des données

Le titulaire communique à l'acheteur le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données (DPO), s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

9.1.9. Registre des catégories d'activités de traitement

Le titulaire déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte de l'acheteur comprenant :

- le nom et les coordonnées de l'acheteur pour le compte duquel il agit, des éventuels sous-traitant et, le cas échéant, du délégué à la protection des données ;
- les catégories de traitements mis en œuvre pour le compte de l'acheteur ;

- le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et les documents attestant de l'existence de garanties appropriées ;
- dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles mises en œuvre et mentionnées à l'article 7.1.6. ci-dessus.

9.1.10. Documentation

Le titulaire met à la disposition de l'acheteur la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par l'acheteur ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

9.2. Obligations de l'acheteur

L'acheteur s'engage à :

- fournir au titulaire les données visées par la présente clause ;
- documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le titulaire ;
- veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect par le titulaire des obligations prévues par le RGPD ;
- superviser le traitement, y compris réaliser en tant que de besoin les audits et les inspections auprès du titulaire.

9.3. Résiliation pour faute

Conformément à l'article 5.2. du CCAG-FCS, en cas de manquement par le titulaire ou son sous-traitant à ses obligations légales et contractuelles, le marché peut être résilié pour faute en application de l'article 41 dudit CCAG.

Article 10. Assurance

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Il doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'acheteur et dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande.

Article 11. Production des attestations fiscales et sociales

Le titulaire est tenu de remettre à l'acheteur, tous les 6 mois à compter de la date de début d'exécution du marché et ce jusqu'à la fin de son exécution, les pièces prévues par l'article D.8222-5 du Code du travail (ou D.8222-7 du Code du travail en cas de titulaire établi ou domicilié à l'étranger ; ces pièces devant être rédigées en langue française ou accompagnées d'une traduction en langue française).

Les pièces énumérées à l'article D.8222-5 du Code du travail et devant être fournies semestriellement à l'organisme, par le titulaire, sont les suivantes :

- une attestation de fourniture de déclarations sociales, datant de moins de six mois, émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions sociales ;
- une attestation sur l'honneur du dépôt auprès de l'administration fiscale, à la date de l'attestation, de l'ensemble des déclarations fiscales obligatoires ;
- l'un des documents mentionnés à l'article D.8222-5-2° du Code du travail, lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés (RCS) ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée ;
- lorsque le titulaire emploie des salariés, une attestation sur l'honneur de la réalisation du travail par des salariés employés régulièrement au regard des articles L. 1221-10, L. 3243-2 et R. 3243-1.

Article 12. Résiliation

L'acheteur peut procéder à la résiliation du marché dans les cas et les conditions prévus au CCAG-FCS.

En cas d'inexactitude des renseignements prévus aux articles R.2143-3 1° et R.2143-6 à R.2143-10 du Code de la commande publique, le présent marché est résilié aux torts du titulaire, par décision unilatérale de l'acheteur. Cette décision de résiliation prendra effet à compter de la date de réception, par le titulaire, d'une lettre recommandée avec accusé de réception.

L'acheteur peut faire exécuter la prestation aux frais et risques du titulaire dans les conditions fixées par le CCAG-FCS.

La résiliation pour motif d'intérêt général donne lieu à une indemnité de résiliation égale à 5 % du montant maximum annuel initial HT du marché, diminué du montant HT non révisé des prestations admises.

La résiliation du marché ne fait pas obstacle à l'exercice des actions civiles ou pénales qui pourraient être intentées contre le titulaire en raison de ses fautes.

Article 13. Différends

L'acheteur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations objet du marché.

En l'absence de règlement amiable du différend, l'une ou l'autre des parties saisit le Tribunal Judiciaire de Bastia.

Les litiges portant sur des actions civiles relatives à la propriété littéraire et artistique relevant de l'article L.331-1 du code de la propriété intellectuelle sont portés devant la juridiction judiciaire compétente.

Conformément au décret n°2016-1480 du 2 novembre 2016 portant modification du Code de justice administrative, pour toute demande du titulaire visant à obtenir une somme d'argent, une demande préalable doit obligatoirement être faite à l'acheteur.

Le titulaire dispose d'un délai de deux mois à partir de la notification de la décision de rejet ou de la décision implicite de rejet de sa demande pour saisir le Tribunal Judiciaire de Bastia.

Article 14. Dérogations

Article du CCAP	Article du CCAG	Objet
2.4.	4.1.	Pièces contractuelles
7.1.	14.1.	Pénalités de retard